



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/SPC/45/L.33
23 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

1 NOV 1990 DV

NOV 26 1990

Quarante-cinquième session
COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
Point 75 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DU PEUPLE
PALESTINIEN ET DES AUTRES ARABES DES TERRITOIRES OCCUPES

Afghanistan, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cuba,
Indonésie, Malaisie, Pakistan et Zambie : projet de résolution

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques
israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple
palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit la Convention de Genève relative à la protection des
personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 1/,

Profondément préoccupée de constater qu'Israël, puissance occupante, harcèle
sans cesse davantage les établissements d'enseignement dans le territoire
palestinien occupé,

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité 605 (1987) du
22 décembre 1987, 672 (1990) du 12 octobre 1990 et 673 (1990) du 24 octobre 1990,

Rappelant ses propres résolutions 38/79 G du 15 décembre 1983, 39/95 G
du 14 décembre 1984, 40/161 G du 16 décembre 1985, 41/63 G du 3 décembre 1986,
42/160 du 8 décembre 1987, 43/21 du 3 novembre 1988, 43/58 G du 6 décembre 1988,
44/2 du 6 octobre 1989 et 44/48 G du 8 décembre 1989,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général 2/,

1/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

2/ S/19443, S/21919 et Corr.1 et A/45/614.

Prenant acte également des décisions que le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a adoptées au sujet de la situation de l'enseignement et de la culture dans le territoire palestinien occupé,

1. Réaffirme que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, s'applique au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

2. Condamne les politiques et pratiques israéliennes dirigées contre les élèves, étudiants et enseignants palestiniens des écoles, universités et autres établissements d'enseignement dans le territoire palestinien occupé, en particulier le tir à balles sur des élèves et étudiants sans défense, qui provoque de nombreuses victimes;

3. Condamne la campagne israélienne systématique de répression et de fermeture, durant de longues périodes, d'un grand nombre d'universités, d'écoles et autres établissements d'enseignement et de formation professionnelle dans le territoire palestinien occupé, qui limite et entrave les activités universitaires palestiniennes en soumettant le choix des cours, des manuels et des programmes d'enseignement, l'admission des étudiants et la nomination des membres du corps enseignant au contrôle et à la supervision des autorités militaires d'occupation, en violation flagrante de la quatrième Convention de Genève;

4. Exige qu'Israël, puissance occupante, se conforme aux dispositions de ladite Convention, rapporte toutes les mesures et décisions prises à l'encontre de tous les établissements d'enseignement, assure la liberté de ces établissements et cesse immédiatement d'entraver le bon fonctionnement des universités, écoles et autres établissements d'enseignement;

5. Prie le Secrétaire général de lui présenter aussi tôt que possible, au plus tard au début de sa quarante-sixième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.
